

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 18

28 mars 1970

SOMMAIRE

Règlement grand-ducal du 14 mars 1970 modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques ...	page	410
Grossherzogliches Reglement vom 14. März 1970 welches den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen abändert und ergänzt		419

Règlement grand-ducal du 14 mars 1970 modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, modifiée et complétée par celle du 2 mars 1963;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, modifié par ceux des 23 décembre 1955, 29 juin 1956, 31 décembre 1956, 25 juin 1957, 27 décembre 1957, 5 mars 1958, 25 septembre 1959, 30 avril 1960, 28 juillet 1960, 24 novembre 1960, ainsi que par les règlements grand-ducaux des 24 avril 1962, 7 mai 1963, 23 juillet 1963, 11 avril 1964, 26 mars 1965, 25 juin 1965, 7 septembre 1965, 22 décembre 1965, 13 mai 1966, 23 août 1966, 12 octobre 1966, 23 décembre 1966, 18 septembre 1967, 14 mars 1968, 30 avril 1968, 25 mai 1968, 22 juin 1968 et 28 août 1968;

Après consultation des chambres professionnelles;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Nos Ministres des Transports, des Travaux Publics, des Affaires Etrangères, de la Justice, des Finances, de l'Intérieur et de la Force Publique et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. La définition sub 12° de l'article 2 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, est remplacée par le texte suivant:

« 12° Voiture de location: véhicule automoteur ou à traction animale comprenant moins de dix places assises entières, y compris celle du conducteur et affecté au transport rémunéré de personnes. Ces mêmes véhicules ne sont cependant pas à considérer comme voitures de location, lorsqu'ils servent au transport rémunéré de personnes soit en tant qu'ambulances ou véhicules de secours, soit en tant que véhicules affectés au ramassage d'écoliers et d'élèves. »

Art. 2. La première phrase de l'article 56 sub 2^e de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complétée comme suit:

« 2° Les conducteurs de voitures de location et d'ambulances sont obligés: »

Art. 3. L'article 74 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Il est défendu à des enfants âgés de moins de huit ans de conduire un troupeau sur la voie publique et aux propriétaires de troupeaux de les faire ou laisser conduire par des enfants de moins de huit ans.

Il est défendu aux enfants âgés de moins de 10 ans de conduire un cycle ou un attelage sur la voie publique et aux propriétaires de cycles ou d'attelages de les faire ou laisser conduire par des enfants de moins de 10 ans.

Peuvent cependant conduire un cycle les enfants âgés de plus de 6 ans, s'ils sont accompagnés d'une personne âgée de 15 ans au moins ou s'ils se rendent à l'école ou à l'église, pour autant que la distance simple est de plus d'un kilomètre et qu'il n'existe pas de moyen de transport public.

L'âge minimum est fixé à 16 ans pour la conduite d'un véhicule automoteur d'infirme, d'un cycle à moteur auxiliaire, d'un tracteur agricole qui circule dans un rayon de 15 km de la ferme et d'une machine automotrice d'un poids propre égal ou inférieur à 400 kg.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, nul ne peut conduire sur la voie publique:

A) s'il n'est âgé de 18 ans au moins:

- 1) un motorcycle;
- 2) un véhicule automoteur destiné au transport de personnes et comprenant moins de 10 places assises entières, y compris la place du conducteur;

- 3) un tracteur industriel;
 - 4) un tracteur agricole;
 - 5) une machine automotrice d'un poids propre supérieur à 400 kg;
 - 6) un véhicule automoteur destiné au transport de choses et dont le poids total maximum autorisé avec ou sans remorque est égal ou inférieur à 7.500 kg;
 - 7) un véhicule automoteur destiné au transport de choses et dont le poids total maximum autorisé avec ou sans remorque est supérieur à 7.500 kg, à condition que l'intéressé soit titulaire d'un certificat d'aptitude professionnelle constatant l'achèvement d'une formation de conducteur de transport de choses par route, reconnu par un des Etats membres de la C.E.E.;
- B) s'il n'est âgé de 20 ans au moins:
— un taxi ou une voiture de location;
- C) s'il n'est âgé de 21 ans au moins:
- 1) un véhicule automoteur destiné au transport de choses et dont le poids total maximum autorisé avec ou sans remorque est supérieur à 7.500 kg, sans préjudice des dispositions sub A) 7) ci-dessus;
 - 2) un autobus ou un autocar.

Dans les cas visés sub C) ci-dessus, l'apprentissage théorique et pratique sous l'assistance d'un instructeur agréé peut commencer trois mois au maximum avant que le candidat n'ait atteint l'âge minimum prescrit. Toutefois, aucun examen de conduire n'est reçu avant l'âge minimum fixé ci-dessus. »

Art. 4. Le 4^e alinéa de l'article 75 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« En outre, le permis de conduire est muni de la photographie du titulaire et peut porter des mentions spéciales. »

Art. 5. L'article 76 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Sans préjudice des prescriptions des articles 83, 85, 86 et 176, les permis de conduire comprennent les catégories suivantes:

- Catégorie A:*
- 1) Motocycles avec ou sans side-car;
 - 2) Véhicules automoteurs d'infirmeries;
 - 3) Cycles à moteur auxiliaire.

Ce permis de conduire est valable pour les véhicules spécialement désignés de cette catégorie, ainsi que pour traîner un véhicule dont le poids total est inférieur à 150 kg.

De plus, le permis de conduire de la catégorie A, sub 1) est également valable pour la catégorie A, sub 3).

- Catégorie B:*
- 1) Véhicules automoteurs destinés au transport de personnes et comprenant moins de 10 places assises entières, y compris la place du conducteur;
 - 2) Véhicules automoteurs destinés au transport de choses et ayant un poids total maximum autorisé égal ou inférieur à 3.500 kg, y compris le poids de la remorque.

Ce permis de conduire est valable pour les véhicules spécialement désignés de cette catégorie et pour les catégories A, E sub 1) et F, ainsi que pour traîner une remorque dont le poids total maximum autorisé ne dépasse pas 750 kg.

- Catégorie C:*
- 1) Véhicules automoteurs destinés au transport de choses et dont le poids total maximum autorisé, y compris le poids de la remorque, est supérieur à 3.500 kg sans dépasser 7.500 kg, quel que soit le nombre de personnes transportées à l'aide de ces véhicules;

- 2) Véhicules automoteurs destinés au transport de choses et dont le poids total maximum autorisé est supérieur à 7.500 kg, y compris le poids de la remorque, quel que soit le nombre de personnes transportées à l'aide de ces véhicules.

Ce permis de conduire est valable pour les véhicules spécialement désignés de cette catégorie et pour les catégories A, B, E sub 1) et F, ainsi que pour traîner une remorque dont le poids total maximum autorisé ne dépasse pas 750 kg.

De plus, le permis de conduire de la catégorie C sub 1) est également valable pour la catégorie C sub 2), à condition que le titulaire ait atteint l'âge de 21 ans au moins.

Catégorie D: Autobus et autocars.

Ce permis de conduire est également valable pour les catégories A, B, C, E sub 1) et F, ainsi que pour traîner une remorque dont le poids total maximum autorisé ne dépasse pas 750 kg.

De plus, ce permis de conduire est valable pour la conduite de taxis ou voitures de location.

Catégorie E: 1) Remorques ou semi-remorques dont le poids total maximum autorisé est compris entre 750 et 1.500 kg;

- 2) Remorques ou semi-remorques dont le poids total maximum autorisé est supérieur à 1.500 kg.

Ce permis de conduire n'est délivré que pour autant que le conducteur soit titulaire du permis de conduire requis pour la conduite du véhicule tracteur.

Catégorie F: 1) Tracteurs agricoles;

- 2) Tracteurs industriels;

- 3) Machines automotrices.

Ce permis de conduire est valable pour les véhicules spécialement désignés de cette catégorie et pour les catégories A et E sub 1), ainsi que pour traîner une remorque dont le poids total maximum autorisé ne dépasse pas 750 kg.

Toutefois, ce permis de conduire est seulement valable pour la conduite d'un tracteur agricole dans un rayon de 15 km de la ferme ainsi que pour la catégorie A sub 2) et 3), si le titulaire n'a pas encore atteint l'âge de 18 ans. »

Art. 6. Le 1^{er} alinéa de l'article 79 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Le remplacement d'un permis de conduire luxembourgeois périmé se fait sur la production des pièces spécifiées à l'article 80, sub 1°, 4° et 5°. »

Art. 7. Les alinéas 2 et 3 de l'article 79 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont supprimés.

Art. 8. L'article 80 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Pour obtenir un permis de conduire, l'intéressé doit présenter au Ministre des Transports une demande contenant ses nom, prénoms, profession, lieu et date de naissance ainsi que le lieu de son domicile. La demande qui est présentée par une femme mariée ou une veuve doit contenir, en outre, le nom de l'époux.

La demande doit être appuyée par les pièces suivantes:

- 1) un certificat médical récent répondant aux conditions à fixer par arrêté ministériel et attestant que le candidat présente les aptitudes physiques et mentales requises. Ce certificat ne peut être délivré que par un médecin agréé à ces fins par le Ministre des Transports;
- 2) un extrait récent du casier judiciaire, sous réserve des prescriptions des trois derniers alinéas du présent article;
- 3) une attestation d'une police d'assurance couvrant les sinistres causés par l'intéressé pendant la période d'apprentissage et de l'examen pratique ou un certificat de l'instructeur stipulant que l'apprentissage se fera sur son véhicule dûment assuré;

- 4) une pièce attestant le paiement de la taxe spéciale prévue par la réglementation afférente;
- 5) une photographie récente de 45/35 mm sur papier souple, la tête prise de face ayant au moins 20 mm de hauteur.

Pour la conduite d'un véhicule muni d'un moteur à vapeur, la demande doit être appuyée en outre, par une pièce attestant que l'intéressé possède des connaissances spéciales au sujet de l'emploi des appareils de sécurité équipant les générateurs à vapeur.

S'il s'agit d'un mineur non émancipé, la demande en obtention d'un permis de conduire doit être faite par la personne qui exerce le droit de garde de ce mineur.

Un extrait du casier judiciaire n'est pas requis pour une personne qui n'a pas encore atteint l'âge de 18 ans.

Pour les personnes qui ont eu leur résidence normale à l'étranger, et qui sont dans l'impossibilité de produire un extrait du casier judiciaire, celui-ci peut être remplacé par un document officiel qui est suffisamment concluant pour faire admettre que ces personnes offrent les garanties morales nécessaires pour obtenir un permis de conduire.

Si la production de l'extrait du casier judiciaire demande plus d'un mois ou si une enquête judiciaire s'impose, un permis de conduire d'une durée de validité limitée à 3 mois peut être délivré. »

Art. 9. L'article 81 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« En présentant la demande mentionnée au premier alinéa de l'article 80, le candidat au permis de conduire des catégories B sub 1) et 2), C sub 1) et 2), D et de la catégorie E sub 2) demandée en même temps que le permis de conduire d'une des catégories prémentionnées, reçoit un certificat d'apprentissage sous le couvert duquel il est autorisé à conduire, sous l'assistance d'un instructeur agréé, un véhicule de la catégorie correspondant à celle du permis de conduire sollicité.

Le candidat doit exhiber ce certificat pendant la période d'apprentissage à toute réquisition des agents chargés du contrôle de la circulation. Le certificat d'apprentissage a une durée de validité de six mois; il est également valable le jour de l'examen et autorise le candidat et l'instructeur à se rendre au lieu de l'examen indiqué sur la convocation et à rentrer.

Le candidat au permis de conduire de la catégorie A, sub 1) et 2), de la catégorie E sub 2), s'il s'agit d'une extension à cette catégorie, et de la catégorie F, reçoit une attestation de sa demande. Sous le couvert de cette attestation, il est autorisé à conduire, sans l'assistance d'un instructeur agréé, un véhicule correspondant à la catégorie du permis de conduire sollicité pour se préparer à l'examen prévu par l'article 82, à condition que ce véhicule soit couvert par une assurance spéciale. Le candidat doit exhiber ses attestation et assurance spéciale à toute réquisition des agents chargés du contrôle de la circulation. L'attestation a une durée de validité maximum de deux mois. Elle est également valable le jour de l'examen et autorise le candidat à se rendre au lieu de l'examen indiqué sur la convocation et à rentrer. L'attestation pourra être prorogée de deux mois au maximum, si le candidat n'a pu obtenir le permis de conduire sollicité dans le délai de validité de l'attestation. La prorogation est subordonnée à la production d'une assurance spéciale valable.

Les dispositions de l'alinéa qui précède sont également valables pour le candidat au permis de conduire de la catégorie A sub 1) et 2) et de la catégorie F, qui n'est pas encore titulaire d'un permis de conduire. Le candidat intéressé ne reçoit cependant son attestation que s'il présente avec sa demande un certificat d'un instructeur agréé, duquel il résulte que l'apprentissage théorique s'étendant sur au moins six leçons d'une heure chacune est terminé.

Au cours de la période d'apprentissage, il est interdit à tout candidat au permis de conduire de la catégorie A sub 1) de transporter une deuxième personne à l'aide des véhicules servant à l'apprentissage. »

Art. 10. L'article 82 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

- « 1. Sauf ce qui est prescrit sub 12, 14, 15, 16 et 17 ci-dessous, aucun permis de conduire n'est délivré sans examen préalable comprenant des épreuves théoriques et pratiques et ayant donné un résultat suffisant dans les deux épreuves.
2. Les épreuves théoriques précèdent les épreuves pratiques. En cas d'échec aux épreuves théoriques, les épreuves pratiques peuvent être reçues, mais le permis de conduire sollicité n'est délivré qu'après la réussite aux deux épreuves.
3. Les candidats sont examinés par un examinateur agréé par le Ministre des Transports. Toutefois, pour le permis de conduire « instructeur » et « candidat-instructeur », les épreuves théoriques ont lieu devant une commission de trois membres au moins désignés par le Ministre des Transports.
4. Pour être admis à l'examen, le titulaire d'un certificat d'apprentissage doit justifier, par la remise à l'examineur de ce certificat, avoir fait un apprentissage d'un mois au moins sous l'assistance d'un instructeur agréé, titulaire du permis de conduire de la catégorie correspondant au genre de véhicule à conduire. L'apprentissage théorique s'étend sur au moins six leçons d'une heure et l'apprentissage pratique sur au moins dix leçons d'une heure. Toutefois, l'apprentissage théorique prémentionné n'est pas obligatoire pour le titulaire d'un certificat d'aptitude professionnelle constatant l'achèvement d'une formation de conducteur de transport de voyageurs ou de choses par route.
 L'instructeur et le candidat doivent attester par l'apposition de leurs signatures sur le certificat d'apprentissage le jour et l'heure de l'apprentissage.
5. Pour être admis à l'examen pratique le candidat doit exhiber une attestation valable de sa demande à l'examineur et justifier avoir fait un apprentissage théorique s'étendant sur au moins 6 leçons d'une heure.
6. Le Ministre des Transports peut accorder dans des cas exceptionnels ou lorsqu'il s'agit d'une extension d'un permis de conduire à une autre catégorie, des autorisations individuelles diminuant la durée de la période d'apprentissage et le nombre des leçons.
7. Avant les épreuves l'examineur vérifie l'identité du candidat. Si l'examineur ou la commission spéciale prévue à l'article 89 a des doutes sur les facultés du candidat de conduire la nuit, il peut être procédé à une épreuve pratique de nuit.
8. L'examen pratique pour l'obtention des permis de conduire des différentes catégories doit être reçu sur un véhicule qui correspond à la catégorie du permis de conduire sollicité.
 Toutefois, l'examen pratique pour l'obtention du permis de conduire « instructeur » ou « candidat-instructeur » de la catégorie B ou du permis de conduire de la catégorie B valable pour taxis ou voitures de location doit être reçu sur un véhicule automoteur dont le moteur a une cylindrée de 1.500 cm³ au moins et qui n'est pas muni d'un changement de vitesse automatique. L'examen pratique pour l'obtention du permis de conduire de la catégorie C doit être reçu soit sur un véhicule automoteur destiné au transport de choses et dont le poids total maximum autorisé est supérieur à 5.000 kg, soit sur un véhicule automoteur destiné au transport de personnes et comprenant 20 places assises entières au moins, strapontins exclus, ou dont le poids total maximum autorisé est supérieur à 5.000 kg. Le siège avant du véhicule automoteur destiné au transport de choses doit offrir des places assises pour trois personnes au moins, conducteur compris. L'examen pratique pour l'obtention du permis de conduire de la catégorie D doit être reçu sur un véhicule automoteur destiné au transport de personnes et comprenant 32 places assises entières au moins, strapontins exclus, ou dont le poids total maximum autorisé est supérieur à 7.000 kg. L'examen pratique pour l'obtention du permis de conduire de la catégorie E sub 2) doit être reçu à l'aide d'une remorque ou semi-remorque d'un poids total maximum autorisé égal ou supérieur à 2.500 kg et ayant au moins la largeur du véhicule tracteur.

9. Au cours des épreuves théoriques et pratiques, l'examineur remplit un bulletin d'examen conforme à un modèle agréé par le Ministre des Transports.
10. A la fin des épreuves, l'examineur dresse procès-verbal sur le résultat de l'examen et délivre un permis de conduire provisoire s'il juge suffisantes les connaissances du candidat. Ce permis de conduire provisoire a une durée de validité de six mois.
11. Le permis de conduire définitif est délivré par le Ministre des Transports ou son délégué sur le vu du procès verbal attestant que les connaissances du candidat sont suffisantes.
12. Le détenteur d'un permis de conduire étranger valable ou le titulaire d'un permis de conduire militaire valable qui sollicite un permis de conduire de la catégorie A, B, E sub 1) ou F est dispensé de la production des pièces spécifiées à l'article 80 sub 3°. Le permis de conduire sollicité peut lui être délivré sans examen, pourvu que les conditions d'âge fixées à l'article 74 soient remplies. Si le titulaire du permis de conduire étranger a subi au Grand-Duché de Luxembourg un échec à l'examen prescrit pour l'obtention d'un permis de conduire de la catégorie sollicitée, l'intéressé doit se soumettre à un examen de contrôle.
Si les personnes mentionnées à l'alinéa qui précède subissent un échec à l'examen de contrôle, elles doivent faire un apprentissage de quinze jours au moins sous l'assistance d'un instructeur agréé.
13. Aucun permis de conduire « instructeur » ou « candidat-instructeur » ou permis de conduire de la catégorie B valable pour taxis et voitures de location ne peut être délivré par application des dispositions sub 12 ci-dessus.
14. Le permis de conduire de la catégorie A sub 2) ou 3) est délivré après un examen ne comprenant que des épreuves théoriques sur la réglementation de la circulation routière. Pour être admis à l'examen théorique, le candidat au permis de conduire de la catégorie A sub 3) doit présenter avec sa demande un certificat d'un instructeur agréé attestant la fréquentation d'un cours théorique de six leçons au moins sur la réglementation de la circulation routière. Toutefois, cet examen n'est pas prescrit pour les personnes ayant déjà subi avec succès un examen pour l'obtention d'un permis de conduire pour un autre véhicule automoteur.
15. Le titulaire du permis de conduire de la catégorie C et le titulaire du permis de conduire « instructeur » de la catégorie C qui demandent une extension à la catégorie D doivent satisfaire aux dispositions de l'article 80 et subir avec succès un examen pratique.
16. Aucun examen théorique n'est exigé des titulaires d'un certificat d'aptitude professionnelle constatant l'achèvement d'une formation de conducteur de transport de voyageurs ou de choses par route.
17. Un permis de conduire, valable le jour de l'examen de contrôle, peut être délivré au titulaire d'un permis de conduire militaire ou étranger, à condition que la catégorie de permis de conduire sollicitée corresponde à celle du permis de conduire de l'intéressé. »

Art. 11. L'article 86 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Le conducteur d'un taxi ou d'une voiture de location doit être titulaire d'un permis de conduire de la catégorie B qui porte l'inscription « taxi ou voiture de location valable jusqu'au . . . ». Pour être admis à l'examen théorique et pratique en vue de l'octroi de ce permis de conduire, l'intéressé doit satisfaire aux dispositions de l'article 80, être titulaire d'un permis de conduire de la catégorie B depuis un an au moins et avoir accompli un cours théorique complémentaire de 6 leçons au moins auprès d'un instructeur agréé. »

Art. 12. L'article 87 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Pour être admis à l'examen théorique et pratique en vue de l'octroi d'un permis de conduire de la catégorie C, l'intéressé doit satisfaire aux dispositions de l'article 80, être titulaire d'un permis

de conduire de la catégorie B depuis un an au moins et avoir fait un apprentissage théorique et pratique de quinze jours au moins auprès d'un instructeur agréé.

Toutefois, si l'intéressé produit un certificat d'aptitude professionnelle constatant l'achèvement d'une formation de conducteur de transport de choses par route, reconnu par un des Etats membres de la C.E.E., il est admis à l'examen pratique, à condition de satisfaire aux dispositions de l'article 80 et d'avoir accompli un apprentissage pratique d'un mois au moins auprès d'un instructeur agréé. L'apprentissage pratique devra s'étendre sur au moins dix leçons d'une heure.

Pour être admis à l'examen pratique en vue de l'octroi d'un permis de conduire de la catégorie D, l'intéressé doit satisfaire aux dispositions de l'article 80, avoir fait un apprentissage pratique de quinze jours au moins auprès d'un instructeur agréé, et répondre à l'une des conditions suivantes:

- a) avoir exercé pendant un an au moins l'activité de conducteur affecté au transport de choses par route avec un véhicule automoteur dont le poids total maximum autorisé est supérieur à 3.500 kg;
- b) être titulaire d'un certificat d'aptitude professionnelle constatant l'achèvement d'une formation de conducteur de transport de voyageurs par route et reconnu par un des Etats membres de la C.E.E. et d'un permis de conduire de la catégorie B depuis deux ans au moins. »

Art. 13. L'article 89 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« Le permis de conduire de la catégorie A, B ou F est valable jusqu'à l'âge de 50 ans du titulaire. Le même permis de conduire ne peut être délivré, renouvelé ou prorogé que pour une durée maximum de 10 ans, lorsque l'intéressé aura dépassé l'âge de 40 ans. Pour obtenir la prorogation ou le renouvellement de son permis de conduire, le titulaire doit présenter au Ministre des Transports avec sa demande un certificat médical récent et s'acquitter de la taxe spéciale prévue par la réglementation afférente.

Le permis de conduire de la catégorie C ou D a une durée de validité de 10 ans jusqu'à l'âge de 50 ans du titulaire et de 5 ans à partir de cet âge. Il en est de même pour le permis de conduire « instructeur » et le permis de conduire de la catégorie B qui est valable pour la conduite de taxis ou de voitures de location. Pour obtenir la prorogation ou le renouvellement de son permis de conduire, l'intéressé doit présenter au Ministre des Transports avec sa demande un certificat médical récent et s'acquitter de la taxe spéciale prévue par la réglementation afférente.

Toutefois, les durées de validité fixées ci-dessus sont étendues jusqu'au prochain anniversaire de naissance de l'intéressé, lorsqu'il s'agit d'une première délivrance, d'un renouvellement ou d'une transcription d'un permis de conduire.

La durée de validité du permis de conduire de la catégorie E est identique à celle du permis de conduire prescrit pour la conduite du véhicule tracteur.

La durée de validité légale d'un permis de conduire peut être réduite par le Ministre des Transports dans les cas visés à l'article 90, sub 1), 2), 3), 4) et 5).

Le Ministre des Transports institue une commission spéciale chargée d'examiner les personnes souffrant d'infirmités ou de troubles susceptibles d'entraver leurs aptitudes ou capacités de conduire un véhicule automoteur.

La commission se prononce sur les inaptitudes ou incapacités permanentes ou temporaires d'ordre physique ou psycho-mental des personnes visées à l'alinéa qui précède en se basant sur le résultat de son examen médical, ainsi que sur les rapports d'expertise fournis par des médecins-experts spécialement chargés ou sur des certificats médicaux versés par les personnes examinées.

Les frais d'expertise sont à charge des personnes intéressées.

La commission donne un avis motivé au Ministre des Transports. Elle indique également les cas où le port d'un appareil spécial ou l'aménagement spécial du véhicule s'impose et se prononce sur le mode d'aménagement du véhicule.

Le Ministre des Transports prend sa décision sur le vu de l'avis motivé de la commission. Il peut refuser ou retirer le permis de conduire ou accorder des autorisations individuelles avec d'autres restrictions éventuelles. »

Art. 14. L'article 90 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

- « Le permis de conduire peut être retiré au titulaire par décision du Ministre des Transports:
- 1) si le conducteur présente des signes sérieux d'alcoolisme ou d'intoxication;
 - 2) S'il est reconnu ne plus posséder les aptitudes nécessaires à la conduite d'un véhicule automoteur en raison d'infirmités constatées depuis la délivrance du certificat médical;
 - 3) s'il est constaté à sa charge des faits d'inhabilité ou de maladresse suffisamment concluants pour faire admettre que le détenteur du permis n'offre pas les garanties nécessaires à la sécurité publique;
 - 4) s'il est dépourvu des qualités morales nécessaires;
 - 5) s'il est constaté qu'il a fait une fausse déclaration lors de l'examen médical prévu à l'article 80 sub 1);
 - 6) si l'intéressé refuse d'exécuter la décision du Ministre des Transports l'invitant à produire un extrait récent de son casier judiciaire ou un certificat médical récent.

Dans les cas visés sub 1), 3), 4) et 5) ci-dessus, ou s'il a subi une interdiction de conduire judiciaire, le titulaire d'un permis de conduire est obligé de produire un extrait récent de son casier judiciaire, lorsque le Ministre des Transports le juge nécessaire.

Pour les raisons énumérées ci-dessus, le Ministre des Transports peut refuser l'admission aux épreuves dont il est question aux articles 82 et suivants, ainsi que la remise d'un permis de conduire ou le renouvellement prévu par l'article 89 du présent arrêté.

Un certificat médical est réclamé au détenteur d'un permis de conduire dans tous les cas où le Ministre des Transports le juge nécessaire. Suivant le résultat de l'examen médical, le Ministre des Transports peut restreindre l'emploi du permis de conduire ou limiter la durée de sa validité, le suspendre ou l'annuler selon le cas.

Les décisions du Ministre des Transports portant retrait du permis de conduire sont exécutées par le Procureur d'Etat compétent.

Les permis de conduire militaires sont retirés administrativement par les autorités militaires. »

Art. 15. Le 4^e alinéa de l'article 91 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est modifié comme suit:

« A la fin de l'interdiction de conduire, le Procureur d'Etat restitue les permis de conduire. »

Art. 16. L'article 176 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

« La durée de validité des permis de conduire des catégories A, B, C, D, E et F ainsi que les permis de conduire « instructeur », « candidat-instructeur », « chauffeur professionnel » et « candidat-chauffeur professionnel », délivrés avant l'entrée en vigueur du présent règlement, expire à la date limite y inscrite.

Toutefois, la durée de validité des permis de conduire de la catégorie A, B ou F, émis avant l'entrée en vigueur du présent règlement, pourra être prorogée sur demande et sans frais jusqu'au 50^e anniversaire de naissance des titulaires. La nouvelle date-limite ainsi déterminée sera inscrite sur ces permis de conduire.

En attendant que les titulaires des permis de conduire mentionnés à l'alinéa qui précède demandent le remplacement de leurs permis de conduire, ceux-ci sont valables pour la conduite de véhicules d'après les catégories y inscrites et réglées conformément aux prescriptions en vigueur au moment de leur émission.

Pour obtenir le remplacement d'un permis de conduire de la catégorie A, B ou F, délivré avant l'entrée en vigueur du présent règlement, le titulaire doit présenter au Ministre des Transports une demande et une photographie récente et s'acquitter de la taxe spéciale prévue par la réglementation afférente. Si l'intéressé est âgé de plus de 40 ans, il doit produire, en outre, un certificat médical récent.

La durée de validité des permis de conduire des catégories A, B et F, délivrés ou renouvelés entre le 31 mars 1958 et le 1^{er} janvier 1959 pour une durée de 10 ans, est prorogée d'une année et, au-delà de cette année, jusqu'au prochain anniversaire de naissance du titulaire. La durée de validité de ces permis de conduire pourra être prorogée dans les conditions prévues à l'alinéa 2.

Pour obtenir le remplacement d'un permis de conduire de la catégorie C ou D ou d'un permis de conduire « instructeur », « candidat-instructeur », « chauffeur professionnel » ou « candidat-chauffeur professionnel », délivrés avant l'entrée en vigueur du présent règlement, le titulaire doit présenter au Ministre des Transports une demande, une photographie et un certificat médical récents et s'acquitter de la taxe spéciale prévue par la réglementation afférente.

Lors des remplacements visés ci-dessus, il est délivré aux intéressés qui remplissent les conditions d'âge fixées à l'article 2 du présent règlement, un permis de conduire valable pour les catégories inscrites sur l'ancien permis de conduire et réglées conformément aux prescriptions du présent règlement. Toutefois, le titulaire d'un permis de conduire de la catégorie E en relation avec la catégorie B, obtient la catégorie E sub 1) et le titulaire d'un permis de conduire de la catégorie E en relation avec la catégorie C ou D, obtient la catégorie E sub 1) et 2).

Par ailleurs le titulaire d'un permis de conduire de la catégorie B, qui était autorisé avant l'entrée en vigueur du présent règlement d'exploiter une entreprise de taxis ou de voitures de location, obtient, lors du remplacement susvisé, un permis de conduire de la catégorie B valable pour la conduite de taxis et de voitures de location, à condition de produire avec sa demande une photographie et un certificat médical récents et de s'acquitter de la taxe spéciale prévue par la réglementation afférente.

Les permis de conduire de la catégorie A sub 4), émis avant l'entrée en vigueur du présent règlement, sont également valables pour la conduite de motocycles d'une cylindrée maximum de 50 cm³ à condition toutefois que les titulaires aient atteint l'âge de 18 ans.

Les dispositions valables pour les motocycles légers avant le 1^{er} novembre 1966 leur restent applicables jusqu'au 31 décembre 1969, à condition qu'ils aient été en circulation avant l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 12 octobre 1966 précité.

Par dérogation aux prescriptions des articles 70, alinéa 1^{er}, 3^o, et 98 alinéa 1^{er} et jusqu'à disposition contraire, il suffit d'un seul et même contrat d'assurance couvrant les risques d'un véhicule articulé ou d'un ensemble de véhicules couplés. Au cas où il y a un seul contrat, il suffit d'une seule attestation. A partir du 1^{er} juillet 1957 il faudra, même en cas d'un seul et même contrat, que le montant assuré soit au moins égal au total des montants minima prévus à l'article 98, alinéa 2, 4^o pour le véhicule tracteur et pour le ou les véhicules traînés. »

Art. 17. Notre Ministre des Transports, Notre Ministre des Travaux Publics, Notre Ministre des Affaires Etrangères, Notre Ministre de la Justice, de l'Intérieur et de la Force Publique et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Palais de Luxembourg, le 14 mars 1970

Jean*Le Ministre des Transports,***Marcel Mart***Le Ministre des Travaux Publics,***Jean-Pierre Buchler***Le Ministre des Affaires Etrangères,***Gaston Thorn***Le Ministre de la Justice,**de l'Intérieur et de la Force Publique,***Eugène Schaus***Le Ministre des Finances,***Pierre Werner**

Grossherzogliches Reglement vom 14. März 1970 welches den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen abändert und ergänzt.

Wir JEAN, von Gottes Gnaden, Grossherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, usw., usw., usw.;

Gesehen das Gesetz vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen, abgeändert und ergänzt durch dasjenige vom 2. März 1963;

Gesehen den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen, abgeändert durch diejenigen vom 23. Dezember 1955, 29. Juni 1956, 31. Dezember 1956, 25. Juni 1957, 27. Dezember 1957, 5. März 1958, 25. September 1959, 30. April 1960, 28. Juni 1960 und 24. November 1960 sowie durch die grossherzoglichen Reglemente vom 24. April 1962, 7. Mai 1963, 23. Juli 1963, 11. April 1964, 26. März 1965, 25. Juni 1965, 7. September 1965, 22. Dezember 1965, 13. Mai 1966, 23. August 1966, 12. Oktober 1966, 23. Dezember 1966, 18. September 1967, 14. März 1968, 30. April 1968, 25. Mai 1968, 22. Juni 1968 und 28. August 1968;

Nach Befragen der Berufskammern;

Nach Anhören Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres Verkehrsministers, Unseres Ministers der Oeffentlichen Arbeiten, Unseres Aussenministers, Unseres Justizministers, Unseres Finanzministers, Unseres Innenministers und Unseres Ministers der Oeffentlichen Macht und nach Beratung des Regierungsrates;

Beschliessen:

Art. 1. Die Begriffsbestimmungen unter 12° des abgeänderten Artikels 2 des grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen, wird durch folgenden Text ersetzt:

« 12° Mietwagen: Kraftfahrzeug oder tierbespanntes Fahrzeug, das, einschliesslich Führerplatz, weniger als 10 ganze Sitzplätze begreift und zur entgeltlichen Personenbeförderung bestimmt ist. Jedoch gelten diese Kraftfahrzeuge nicht als Mietwagen, wenn sie zur entgeltlichen Personenbeförderung dienen, sei es als Sanitäts- oder Unfallwagen, sei es als Kraftfahrzeuge, die zum Schülertransport bestimmt sind. »

Art. 2. Der erste Satz unter 2° des Artikels 56 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird wie folgt ergänzt:

« 2° Die Führer von Mietwagen und Sanitätswagen sind verpflichtet: »

Art. 3. Der abgeänderte Artikel 74 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Kindern unter 8 Jahren ist es verboten, eine Herde auf öffentlicher Strasse zu führen und Eigentümern von Herden ist es untersagt, anzuordnen oder zuzulassen, dass diese von Kindern unter 8 Jahren geführt werden.

Kindern unter 10 Jahren ist es verboten, auf öffentlicher Strasse ein Fahrrad oder Gespann zu führen und Eigentümern von Fahrrädern oder Gespannen ist es untersagt, anzuordnen oder zuzulassen, dass diese von Kindern unter 10 Jahren geführt werden.

Kinder über 6 Jahre dürfen jedoch ein Fahrrad lenken, wenn sie von einer wenigstens 15 Jahre alten Person begleitet sind oder, wenn sie sich zur Schule oder Kirche begeben, sofern die einfache Entfernung mehr als 1 km beträgt und es kein öffentliches Beförderungsmittel gibt.

Das Mindestalter ist auf 16 Jahre festgelegt für das Führen eines Kraftfahrzeuges für Invaliden, eines Fahrrades mit Hilfsmotor, eines landwirtschaftlichen Traktors, sofern dieser in einem Umkreis von 15 km vom Hofe verkehrt, sowie zum Führen einer Arbeitsmaschine mit Motorantrieb mit einem Eigengewicht bis zu 400 kg.

Vorbehaltlich der vorstehenden Bestimmungen, darf niemand auf öffentlicher Strasse führen:

A) wenn er nicht wenigstens 18 Jahre alt ist:

- 1° ein Motorrad;
- 2° ein Kraftfahrzeug, das zur Personenbeförderung bestimmt ist und das, einschliesslich Führerplatz, weniger als 10 ganze Sitzplätze begreift;
- 3° einen industriellen Traktor;
- 4° einen landwirtschaftlichen Traktor;
- 5° eine Arbeitsmaschine mit Motorantrieb deren Eigengewicht 400 kg übersteigt;
- 6° ein Kraftfahrzeug, das zur Güterbeförderung bestimmt ist und das, mit oder ohne Anhänger, ein höchstzulässiges Gesamtgewicht bis zu 7.500 kg hat;
- 7° ein Kraftfahrzeug, das zur Güterbeförderung bestimmt ist und dessen höchstzulässiges Gesamtgewicht, mit oder ohne Anhänger, 7.500 kg übersteigt, unter der Bedingung, dass der Interessent Inhaber eines, von einem der EWG Länder anerkannten Gesellenbriefes ist, der den Abschluss einer Ausbildung als Kraftfahrer im Gütertransport bescheinigt;

B) wenn er nicht wenigstens 20 Jahre alt ist:

— eine Taxe oder einen Mietwagen;

C) wenn er nicht wenigstens 21 Jahre alt ist:

- 1° ein Kraftfahrzeug, das zur Güterbeförderung bestimmt ist und dessen höchstzulässiges Gesamtgewicht, mit oder ohne Anhänger, 7.500 kg übersteigt, unbeschadet der vorstehenden Bestimmungen unter A) 7°;
- 2° einen Autobus oder Touristenbus.

In den unter C) angeführten Fällen darf der theoretische und praktische Fahrschulunterricht, unter der Leitung eines anerkannten Fahrlehrers, bereits 3 Monate vor dem Tag beginnen wo der Kandidat das vorgeschriebene Mindestalter erreicht. Jedoch findet keine Prüfung vor Erreichen des vorstehend festgesetzten Mindestalters statt. »

Art. 4. Der 4. Absatz des abgeänderten Artikels 75 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Ausserdem ist der Führerschein mit dem Brustbild des Inhabers versehen und kann besondere Vermerke tragen. »

Art. 5. Der abgeänderte Artikel 76 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Unbeschadet der Vorschriften der Artikel 83, 85, 86 und 176, begreifen die Führerscheine folgende Klassen:

- Klasse A:* 1) Motorräder mit oder ohne Beiwagen;
2) Kraftfahrzeuge für Invaliden;
3) Fahrräder mit Hilfsmotor.

Dieser Führerschein gilt für die besonders erwähnten Fahrzeuge dieser Klasse sowie zum Ziehen eines Fahrzeuges, dessen Gesamtgewicht niedriger als 150 kg ist.

Ausserdem besitzt der Führerschein der Klasse A unter 1) ebenfalls Gültigkeit für die Klasse A unter 3).

- Klasse B:* 1) Kraftfahrzeuge, die zur Personenbeförderung bestimmt sind und die, einschliesslich Führerplatz, weniger als 10 ganze Sitzplätze begreifen;
2) Kraftfahrzeuge, die zur Güterbeförderung bestimmt sind und die, das Gewicht des Anhängers einbegriffen, ein höchstzulässiges Gesamtgewicht bis zu 3.500 kg haben.

Dieser Führerschein gilt für die besonders erwähnten Fahrzeuge dieser Klasse und für die Klassen A, E unter 1) und F, sowie für einen Anhänger, dessen Gesamtgewicht 750 kg nicht übersteigt.

- Klasse C:* 1) Kraftfahrzeuge, die zur Güterbeförderung bestimmt sind und deren höchstzulässiges Gesamtgewicht, das Gewicht des Anhängers einbegriffen, 3.500 kg übersteigt, ohne 7.500 kg zu übersteigen, welches auch immer die Zahl der mit diesen Fahrzeugen beförderten Personen ist;
2) Kraftfahrzeuge, die zur Güterbeförderung bestimmt sind und deren höchstzulässiges Gesamtgewicht, das Gewicht des Anhängers einbegriffen, 7.500 kg übersteigt, welches auch immer die Zahl der mit diesen Fahrzeugen beförderten Personen ist.

Dieser Führerschein gilt für die besonders erwähnten Fahrzeuge dieser Klasse und für die Klassen A, B, E unter 1) und F, sowie für einen Anhänger dessen Gesamtgewicht 750 kg nicht übersteigt.

Der Führerschein der Klasse C unter 1) ist ebenfalls gültig für die Klasse C unter 2), unter der Bedingung, dass der Inhaber wenigstens 21 Jahre alt ist.

Klasse D: Autobusse und Touristenbusse.

Dieser Führerschein ist ebenfalls gültig für die Klassen A, B, C, E unter 1) und F sowie für einen Anhänger, dessen Gesamtgewicht 750 kg nicht übersteigt.

Ausserdem besitzt dieser Führerschein Gültigkeit zum Führen von Taxen und Mietwagen.

- Klasse E:* 1) Anhänger oder Sattelanhänger, deren höchstzulässiges Gesamtgewicht zwischen 750 und 1.500 kg liegt;
2) Anhänger oder Sattelanhänger deren höchstzulässiges Gesamtgewicht 1.500 kg übersteigt.

Dieser Führerschein wird nur dann ausgestellt, wenn der Fahrer ebenfalls Inhaber des für das Zugfahrzeug vorgeschriebenen Führerscheines ist.

- Klasse F:* 1) Landwirtschaftliche Traktoren;
2) Industrielle Traktoren;
3) Arbeitsmaschinen.

Dieser Führerschein gilt für die besonders erwähnten Fahrzeuge dieser Klasse und für die Klasse A und E unter 1), sowie für einen Anhänger, dessen höchstzulässiges Gesamtgewicht 750 kg nicht übersteigt.

Jedoch gilt dieser Führerschein nur zum Führen eines landwirtschaftlichen Traktors in einem Umkreis von 15 km vom Hof, sowie für die Klassen A unter 2) und 3), wenn der Inhaber das Alter von 18 Jahren noch nicht erreicht hat. »

Art. 6. Der erste Absatz des abgeänderten Artikels 79 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Das Ersetzen eines ungültig gewordenen luxemburgischen Führerscheines geschieht nach Beibringen der in Artikel 80 unter 1°, 4° und 5° bezeichneten Belege. »

Art. 7. Die Absätze 2 und 3 des abgeänderten Artikels 79 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 sind abgeschafft.

Art. 8. Der abgeänderte Artikel 80 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Zur Erlangung eines Führerscheines muss der Interessent an den Verkehrsminister einen Antrag stellen, welcher die Angaben über Name, Vornamen, Beruf, Geburtsort und -datum, sowie seinen Wohnort enthält. Der Antrag, welcher von einer verheirateten Frau oder einer Witwe gestellt wird, muss ausserdem den Namen des Ehemannes enthalten.

Dem Antrag sind folgende Belege beizufügen:

- 1) ein ärztliches Zeugnis neueren Datums, das den durch ministeriellen Beschluss festzusetzenden Bestimmungen entspricht und bescheinigt, dass der Kandidat die erforderlichen körperlichen und geistigen Fähigkeiten besitzt. Dieses Zeugnis darf nur von einem hierzu vom Verkehrsminister besonders zugelassenen Arzt ausgestellt werden;
- 2) einen Strafregisterauszug neueren Datums, vorbehaltlich der Bestimmungen der drei letzten Absätze des gegenwärtigen Artikels;
- 3) eine Bescheinigung einer Haftpflichtversicherung, welche die durch den Interessenten während der Lehrzeit und während der praktischen Prüfung verursachten Schäden deckt oder einen vom Fahrlehrer ausgestellten Beleg, laut welchem der Fahrschulunterricht auf seinem gehörig versicherten Fahrzeuge erfolgt;
- 4) einen Beleg, welcher das Bezahlen der durch die diesbezügliche Reglementierung vorgesehene Spezialtaxe bescheinigt;
- 5) ein Brustbild neueren Datums von 45/35 mm auf weichem Papier, das die Vorderseite des Kopfes in wenigstens 20 mm Grösse darstellt.

Zum Führen eines Fahrzeuges mit Dampfantrieb muss der Antrag ausserdem mit einem Zeugnis belegt sein aus dem hervorgeht, dass der Interessent die besonderen Kenntnisse über den Gebrauch der Sicherheitsvorrichtungen besitzt, mit denen die Dampfgeneratoren versehen sind.

Handelt es sich um einen Minderjährigen, der nicht grossjährig erklärt ist, so muss der Antrag zur Erlangung eines Führerscheines von der Person gestellt werden, unter deren Obhut der Minderjährige steht.

Ein Strafregisterauszug wird nicht verlangt von einer Person, die das 18. Lebensjahr noch nicht erreicht hat.

Für Personen, die ihren normalen Wohnsitz im Ausland hatten und die nicht in der Lage sind einen Strafregisterauszug beizubringen, kann dieser durch ein offizielles Dokument ersetzt werden, das die Annahme rechtfertigt, dass diese Personen die nötige moralische Gewähr zur Erlangung eines Führerscheines bieten.

Wenn das Beibringen des Strafregisterauszuges mehr als einen Monat in Anspruch nimmt oder wenn eine gerichtliche Untersuchung sich aufdrängt, kann ein Führerschein mit einer begrenzten Gültigkeitsdauer von 3 Monaten ausgestellt werden.»

Art. 9. Der abgeänderte Artikel 81 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Bei Abgabe des im ersten Absatz des Artikel 80 erwähnten Antrages, erhält der Kandidat für den Führerschein der Klassen B unter 1) und 2), C unter 1) und 2), D und der Klasse unter 2), die gleichzeitig mit dem Führerschein einer der vorgenannten Klassen beantragt wird, einen Fahrschülerausweis, der ihn ermächtigt, unter der Leitung eines anerkannten Fahrlehrers, ein Fahrzeug zu führen, das der Klasse des beantragten Führerscheines entspricht. Der Kandidat muss diesen Fahrschülerausweis während der Lehrzeit auf jedes Verlangen den mit der Verkehrskontrolle beauftragten Agenten vorzeigen. Der Fahrschülerausweis hat eine Gültigkeitsdauer von sechs Monaten; ausserdem ist er gültig am Tag der Prüfung und erlaubt dem Kandidaten und dem

Fahrlehrer sich nach dem auf der Einladung vermerkten Prüfungsort zu begeben und von dort nach Hause zurückzukehren.

Der Kandidat für den Führerschein der Klasse A unter 1) und 2), der Klasse E unter 2), wenn es sich um eine Erweiterung für diese Klasse handelt, und der Klasse F erhält eine Bestätigung seines Antrages. Um sich auf die im Artikel 82 vorgesehene Prüfung vorzubereiten, ist er durch diese Bestätigung ermächtigt, ohne Mithilfe eines anerkannten Fahrlehrers, ein Fahrzeug zu führen, das der Klasse des beantragten Führerscheines entspricht, unter der Bedingung, dass dieses Fahrzeug durch eine Spezialversicherung gedeckt ist. Der Kandidat muss seine Bestätigung und die Spezialversicherung auf jedes Verlangen den mit der Verkehrskontrolle beauftragten Agenten vorzeigen. Die Bestätigung hat eine maximale Gültigkeitsdauer von zwei Monaten. Ausserdem hat sie Gültigkeit am Tag der Prüfung und erlaubt dem Kandidaten sich nach dem auf der Einladung vermerkten Prüfungsort zu begeben und von dort nach Hause zurückzukehren. Die Bestätigung kann höchstens für zwei Monate verlängert werden, wenn der Kandidat den beantragten Führerschein während der Gültigkeitsdauer der Bestätigung nicht erlangen konnte. Die Verlängerung der Gültigkeitsdauer unterliegt der Beibringung einer gültigen Spezialversicherung.

Die Bestimmungen des vorhergehenden Absatzes sind ebenfalls gültig für den Führerscheinkandidaten der Klasse A unter 1) und 2) und der Klasse F, wenn er noch nicht Inhaber eines Führerscheines ist. Der Kandidat erhält seine Bestätigung jedoch nur wenn er mit seinem Antrag gleichzeitig eine Bescheinigung eines anerkannten Fahrlehrers einreicht, aus welcher hervorgeht, dass der theoretische Unterricht von mindestens sechs Lernperioden zu je einer Stunde beendet ist.

Während der Lernzeit ist es jedem Kandidaten für den Führerschein der Klasse A unter 1) verboten, eine zweite Person auf den Fahrzeugen, die zum Fahrschulunterricht benutzt werden, mitzuführen. »

Art. 10. Der abgeänderte Artikel 82 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

- « 1. Mit Ausnahme der Bestimmungen der nachstehenden Absätze 12, 14, 15, 16 und 17, wird kein Führerschein ausgestellt ohne vorherige Prüfung, welche einen theoretischen und einen praktischen Teil begreift und bei der ein genügendes Ergebnis in den beiden Teilen erreicht wurde.
2. Der theoretische Teil der Prüfung geht dem praktischen Teil voraus. Im Falle eines Misserfolges bei dem theoretischen Teil der Prüfung, kann der praktische Teil der Prüfung abgelegt werden, aber der beantragte Führerschein wird erst ausgestellt nachdem der Kandidat beide Teile der Prüfung bestanden hat.
3. Die Kandidaten werden durch einen vom Verkehrsminister anerkannten Examinator geprüft. Jedoch findet für den Führerschein « Fahrlehrer » und « Fahrlehreranwärter » der theoretische Teil der Prüfung vor einer vom Verkehrsminister bezeichneten Kommission statt, die wenigstens drei Mitglieder umfasst.
4. Um zur Prüfung zugelassen zu werden, muss der Inhaber eines Fahrschülersausweises, durch Aushändigung dieses Ausweises an den Examinator, den Beweis erbringen, dass er sich einem Fahrschulunterricht von wenigstens einem Monat unterzogen hat, unter der Leitung eines anerkannten Fahrlehrers, der Inhaber eines Führerscheines ist, welcher der Art des zu führenden Fahrzeuges entspricht. Der theoretische Unterricht begreift wenigstens sechs Lernperioden zu je einer Stunde und der praktische Fahrunterricht wenigstens zehn Lernperioden zu je einer Stunde. Jedoch ist der vorerwähnte theoretische Unterricht nicht obligatorisch für den Inhaber eines Gesellenbriefes, der den Abschluss einer Ausbildung als Kraftfahrer im Personen- oder Gütertransport bescheinigt.

Der Fahrlehrer und der Kandidat müssen auf dem Fahrschülersausweis den Tag und die Stunde des Fahrschulunterrichtes durch ihre Unterschrift bescheinigen.

5. Um zur praktischen Prüfung zugelassen zu werden, muss der Kandidat dem Examinator eine gültige Bescheinigung seines Führerscheinantrages vorzeigen und nachweisen, dass er sich einem theoretischen Unterricht von wenigstens sechs Lernperioden zu je einer Stunde unterzogen hat.
6. Der Verkehrsminister kann in Ausnahmefällen oder falls es sich um eine Erweiterung eines Führerscheines auf eine andere Klasse handelt, individuelle Ermächtigungen erteilen, welche die Dauer des Fahrschulunterrichtes und die Zahl der Lernperioden vermindern.
7. Vor den Prüfungen kontrolliert der Examinator die Identität des Kandidaten. Wenn der Examinator, oder die in Artikel 89 vorgesehene Spezialkommission, die Befähigung des Kandidaten zur Nachtfahrt bezweifelt, kann eine praktische Prüfung bei Nacht abgehalten werden.
8. Die praktische Prüfung zur Erlangung eines Führerscheines der verschiedenen Klassen muss mittels eines Fahrzeuges erfolgen, das der Klasse des beantragten Führerscheines entspricht. Jedoch muss die praktische Prüfung zur Erlangung eines Führerscheines « Fahrlehrer » oder « Fahrlehreranwärter » der Klasse B oder eines Führerscheines der Klasse B für Taxen oder Mietwagen mittels eines Fahrzeuges erfolgen, dessen Motor einen Hubraum von wenigstens 1500 ccm hat und das nicht mit einer automatischen Gangschaltung versehen ist. Die praktische Prüfung zur Erlangung eines Führerscheines der Klasse C muss entweder mittels eines Kraftfahrzeuges erfolgen, das zur Güterbeförderung bestimmt ist und dessen höchstzulässiges Gesamtgewicht 5.000 kg übersteigt, oder mittelseines Kraftfahrzeuges erfolgen, das zum Personentransport bestimmt ist und wenigstens 20 ganze Sitzplätze, abzüglich der Klappsitze, aufweist, oder dessen höchstzulässiges Gesamtgewicht 5.000 kg übersteigt. Der Vordersitz des Kraftfahrzeuges, das zur Güterbeförderung bestimmt ist, muss Sitzplätze für wenigstens drei Personen, den Fahrer einbegriffen, aufweisen. Die praktische Prüfung zur Erlangung eines Führerscheines der Klasse D muss mittels eines Kraftfahrzeuges erfolgen, das zum Personentransport bestimmt ist und wenigstens 32 ganze Sitzplätze, abzüglich der Klappsitze, aufweist, oder dessen höchstzulässiges Gesamtgewicht 7.000 kg übersteigt. Die praktische Prüfung zur Erlangung eines Führerscheines der Klasse E unter 2) muss mittels eines Anhängers oder Sattelanhängers erfolgen, dessen höchstzulässiges Gesamtgewicht wenigstens 2.500 kg hat und dessen Breite wenigstens die des Zugfahrzeuges erreicht.
9. Im Laufe der theoretischen und praktischen Prüfung füllt der Examinator ein Prüfungsblatt aus, das einem vom Verkehrsminister genehmigten Muster entspricht.
10. Nach Abschluss der Prüfung stellt der Examinator ein Protokoll über das Resultat der Prüfung aus und erteilt einen provisorischen Führerschein, wenn er die Kenntnisse des Kandidaten als genügend erachtet. Dieser provisorische Führerschein hat eine Gültigkeitsdauer von sechs Monaten.
11. Der definitive Führerschein wird vom Verkehrsminister oder seinem Delegierten ausgegeben auf Grund des Protokolls, aus dem hervorgeht, dass der Kandidat genügende Kenntnisse besitzt.
12. Der Inhaber eines gültigen ausländischen Führerscheines oder der Inhaber eines gültigen Militärführerscheines, der einen Führerschein der Klasse A, B, E unter 1) oder F beantragt, ist von der Beibringung der in Artikel 80 unter 3) bezeichneten Belege entbunden. Der beantragte Führerschein kann ihm ohne Prüfung ausgestellt werden, sofern die in Artikel 74 vorgeschriebenen Altersbedingungen erfüllt sind. Wenn der Inhaber eines ausländischen Führerscheines die vorgeschriebene Prüfung zur Erlangung eines Führerscheines der beantragten Klasse in Luxemburg nicht mit Erfolg bestanden hat, so muss derselbe Inhaber sich einer Kontrollprüfung unterziehen.

Falls die im vorstehenden Absatz erwähnten Personen die Kontrollprüfung nicht mit Erfolg bestehen, müssen sie sich einem Fahrschulunterricht während wenigstens 14 Tagen unter der Leitung eines anerkannten Fahrlehrers unterziehen.

13. Kein Führerschein « Fahrlehrer » oder « Fahrlehreranwärter » oder Führerschein der Klasse B, der für Taxen und Mietwagen gültig ist, kann unter Anwendung der vorstehenden Bestimmungen unter 12 ausgestellt werden.
14. Der Führerschein der Klasse A unter 2) oder 3) wird nach vorheriger Prüfung ausgestellt, die nur einen theoretischen Teil begreift, der sich auf die Reglementierung des Strassenverkehrs bezieht. Um zur theoretischen Prüfung zugelassen zu werden, muss der Kandidat für den Führerschein der Klasse A unter 3) mit seinem Antrag eine Bescheinigung eines anerkannten Fahrlehrers vorlegen, die den Besuch eines theoretischen Unterrichtes von wenigstens 6 Lernperioden über die Reglementierung des Strassenverkehrs bestätigen. Jedoch ist diese Prüfung nicht vorgeschrieben für Personen, die bereits eine Prüfung zur Erlangung eines Führerscheines für ein anderes Kraftfahrzeug mit Erfolg bestanden haben.
15. Der Inhaber eines Führerscheines der Klasse C und der Inhaber eines Führerscheines « Fahrlehrer » der Klasse C, die eine Erweiterung auf die Klasse D beantragen, müssen den Vorschriften des Artikels 80 Genüge leisten und eine praktische Prüfung mit Erfolg bestehen.
16. Keine theoretische Prüfung ist erfordert für den Inhaber eines Gesellenbriefes, der den Abschluss einer Ausbildung als Kraftfahrer im Personen- oder Gütertransport bescheinigt.
17. Ein Führerschein, der gültig für den Tag der Kontrollprüfung ist, kann dem Inhaber eines Militärführerscheines oder eines ausländischen Führerscheines ausgestellt werden, unter der Bedingung, dass die Klasse des beantragten Führerscheines derjenigen des Führerscheines des Interessenten entspricht. »

Art. 11. Der abgeänderte Artikel 86 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Der Fahrer einer Taxe oder eines Mietwagens muss Inhaber eines Führerscheines der Klasse B sein, der die Aufschrift trägt: « Taxi ou voiture de location valable jusqu'au . . . ».

Um zur theoretischen und praktischen Prüfung zwecks Erlangung dieses Führerscheines zugelassen zu werden, muss der Interessent den Bestimmungen des Artikels 80 Genüge leisten, seit wenigstens 1 Jahr Inhaber eines Führerscheines der Klasse B sein und zusätzlich einen theoretischen Lehrgang von wenigstens 6 Lernperioden bei einem anerkannten Fahrlehrer abgeschlossen haben. »

Art. 12. Der abgeänderte Artikel 87 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Der Kandidat, der zur theoretischen und praktischen Prüfung zwecks Erlangung eines Führerscheines der Klasse C zugelassen werden will, muss den Bestimmungen des Artikels 80 Genüge leisten, seit wenigstens einem Jahr Inhaber eines Führerscheines der Klasse B sein und einen 14 tägigen theoretischen und praktischen Fahrunterricht bei einem anerkannten Fahrlehrer abgeschlossen haben.

Wenn jedoch der Interessent einen Gesellenbrief vorlegt, der den Abschluss einer Ausbildung als Kraftfahrer im Gütertransport bescheinigt, der von einem der E.W.G. Länder anerkannt ist, wird der Kandidat zur praktischen Prüfung zugelassen, unter der Bedingung, dass er einen praktischen Fahrunterricht von wenigstens einem Monat bei einem anerkannten Fahrlehrer abgeschlossen hat. Der praktische Fahrunterricht muss sich wenigstens auf 10 Lernperioden zu je einer Stunde belaufen.

Um zur praktischen Prüfung zwecks Erlangung eines Führerscheines der Klasse D zugelassen zu werden, muss der Interessent den Bestimmungen des Artikels 80 Genüge leisten, einen praktischen Fahrunterricht von wenigstens 14 Tagen bei einem anerkannten Fahrlehrer abgeschlossen haben und eine der nachstehenden Bedingungen erfüllen:

- a) während wenigstens einem Jahr die Tätigkeit als Führer im Strassengütertransport mit einem Fahrzeug ausgeübt zu haben dessen höchstzulässiges Gesamtgewicht 3.500 kg übersteigt;
- b) Inhaber eines Gesellenbriefes sein, der den Abschluss einer Ausbildung als Kraftfahrer im Personen- oder Gütertransport bescheinigt, der von einem der E.W.G. Länder anerkannt ist und der wenigstens seit zwei Jahren Inhaber eines Führerscheines der Klasse B ist. »

Art. 13. Der abgeänderte Artikel 89 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Der Führerschein der Klasse A, B oder F ist gültig bis zum Alter von 50 Jahren des Inhabers. Derselbe Führerschein kann nur ausgestellt, verlängert oder erneuert werden für eine Höchstdauer von 10 Jahren, wenn der Interessent das 40. Lebensjahr überschritten hat. Um die Verlängerung oder Erneuerung seines Führerscheines zu erlangen, muss der Inhaber mit seinem Antrag, der an den Verkehrsminister zu richten ist, ein ärztliches Zeugnis neueren Datums einsenden und die durch die diesbezügliche Reglementierung vorgesehene Spezialtaxe zahlen.

Der Führerschein der Klasse C oder D hat eine Gültigkeitsdauer von 10 Jahren bis zum Alter von 50 Jahren des Inhabers und eine solche von 5 Jahren über dieses Alter hinaus. Dieselben Bestimmungen gelten für den Führerschein « Fahrlehrer » und für den Führerschein der Klasse B der für Taxen oder Mietwagen gültig ist. Um die Verlängerung oder Erneuerung seines Führerscheines zu erlangen, muss der Inhaber mit seinem Antrag, der an den Verkehrsminister zu richten ist, ein ärztliches Zeugnis neueren Datums einsenden und die durch die diesbezügliche Reglementierung vorgesehene Spezialtaxe zahlen.

Die vorhergehende festgesetzte Gültigkeitsdauer wird jedoch bis zum nächsten Jahrestag der Geburt des Interessenten erweitert, wenn es sich um eine erste Ausstellung, eine Erneuerung oder eine Ueberschreibung eines Führerscheines handelt.

Der Führerschein der Klasse E hat dieselbe Gültigkeit wie der Führerschein, der zum Führen des Zugfahrzeuges vorgeschrieben ist.

Die gesetzliche Gültigkeitsdauer eines Führerscheines kann vom Verkehrsminister in den im Artikel 90, unter 1), 2), 3), 4) und 5) vorgesehenen Fällen eingeschränkt werden.

Der Verkehrsminister setzt eine Spezialkommission ein, die beauftragt wird, die Personen zu untersuchen, die ein Gebrechen haben oder unter Störungen leiden, die gegebenenfalls ihre Tauglichkeit oder Fähigkeit, ein Kraftfahrzeug zu führen, beeinträchtigen können.

Die Kommission wird sich über die Untauglichkeit oder über die dauernde oder zeitweise körperliche oder geistige Unfähigkeit der im vorhergehenden Absatz bezeichneten Personen äussern, wobei sie das Ergebnis ihrer ärztlichen Untersuchungen sowie die von besonders beauftragten Arzt-Experten aufgestellten Gutachten oder die von den untersuchten Personen beigebrachten Bescheinigungen berücksichtigt.

Die Kosten für Experten-Gutachten gehen zu Lasten der Interessenten.

Die Kommission übergibt dem Verkehrsminister ein begründetes Gutachten. Sie wird ebenfalls die Fälle bestimmen, in denen das Tragen eines Spezialapparates oder eine spezielle Umänderung des Fahrzeuges sich aufdrängt und wird sich über die Art der Umänderung des Fahrzeuges äussern.

Der Verkehrsminister wird seinen Entscheid nach Einsicht des begründeten Gutachtens der Kommission fällen. Er kann den Führerschein verweigern oder entziehen oder individuelle Ermächtigungen mit anderen eventuellen Einschränkungen zugestehen. »

Art. 14. Der Artikel 90 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

- « Der Führerschein kann dem Inhaber durch Beschluss des Verkehrsministers entzogen werden:
1. wenn der Fahrer ernstliche Symptome von Trunksucht oder Rauschgiftsucht zeigt;

2. wenn es sich herausstellt, dass er nicht mehr die zum Führen eines Kraftfahrzeuges notwendigen Fähigkeiten besitzt, infolge von Gebrechen, die nach Ausstellen des ärztlichen Zeugnisses festgestellt werden;
3. wenn zu seinen Lasten Fälle von Unfähigkeit oder Ungeschicklichkeit festgestellt werden, welche die Annahme rechtfertigen, dass der Inhaber des Führerscheines nicht die nötige Gewähr für die öffentliche Sicherheit bietet;
4. wenn er nicht die notwendigen moralischen Fähigkeiten besitzt;
5. wenn festgestellt wird, dass er bei der in Artikel 80 unter 1) vorgesehenen ärztlichen Untersuchung eine falsche Erklärung gemacht hat;
6. wenn der Interessent sich weigert nach Aufforderung des Verkehrsministers einen Strafregisterauszug neueren Datums oder ein ärztliches Zeugnis neueren Datums beizubringen.

In den unter 1, 3, 4 und 5 vorerwähnten Fällen oder im Falle eines gerichtlichen Fahrverbotes, ist der Inhaber eines Führerscheines verpflichtet einen Strafregisterauszug neueren Datums beizubringen, wenn es der Verkehrsminister für notwendig hält.

Aus den obererwähnten Gründen kann der Verkehrsminister die Zulassung zu den in Artikel 82 und folgenden erwähnten Prüfungen, sowie die Aushändigung eines Führerscheines oder seine in Artikel 89 des gegenwärtigen Beschlusses vorgesehene Erneuerung verweigern.

Ein ärztliches Zeugnis wird vom Inhaber eines Führerscheines verlangt, wenn der Verkehrsminister es für notwendig erachtet. Je nach Ergebnis der ärztlichen Untersuchungen kann der Verkehrsminister gegebenenfalls den Gebrauch des Führerscheines beschränken, seine Gültigkeitsdauer herabsetzen, ihn zeitweilig ausser Kraft setzen oder für ungültig erklären.

Die Beschlüsse des Verkehrsministers, durch welche der Führerschein entzogen wird, werden vom zuständigen Staatsanwalt vollstreckt.

Die Militärführerscheine werden durch die Militärbehörden entzogen. »

Art. 15. Der 4. Absatz des Artikels 91 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird wie folgt abgeändert:

« Bei Ablauf des Fahrverbotes werden die Führerscheine durch den Staatsanwalt zurückerstattet. »

Art. 16. Der abgeänderte Artikel 176 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

« Die Gültigkeitsdauer der Führerscheine der Klassen A, B, C, D, E und F, sowie der Führerscheine « Fahrlehrer », « Fahrlehrer-Anwärter », « Berufskraftfahrzeugführer » und « Berufskraftfahrzeugführer-Anwärter », die vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Reglementes ausgestellt wurden, erlischt an dem auf diesen Führerscheinen eingetragenen Erfallsdatum.

Jedoch kann die Gültigkeitsdauer der Führerscheine der Klassen A, B oder F, die vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Reglementes ausgestellt wurden, auf Antrag und kostenlos bis zum 50. Jahrestag der Geburt des Inhabers verlängert werden. Das so festgelegte neue Erfallsdatum wird auf diesen Führerscheinen eingetragen.

In Erwartung, dass die Inhaber der im vorhergehenden Absatz erwähnten Führerscheine das Ersetzen ihrer Führerscheine beantragen, sind dieselben zum Führen von Fahrzeugen je nach den auf diesen Führerscheinen eingetragenen Klassen gültig, die in Uebereinstimmung mit den Vorschriften, die zur Zeit ihrer Ausstellung in Kraft waren, geregelt werden.

Um das Ersetzen eines Führerscheines der Klasse A, B oder F zu erlangen der vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Reglementes ausgestellt wurde, muss der Inhaber an den Verkehrsminister einen Antrag stellen, dem ein Passbild neueren Datums beiliegt und die durch die diesbe-

zügliche Reglementierung vorgesehene Spezialtaxe zahlen. Wenn der Interessent älter ist als 40 Jahre, muss er ausserdem ein ärztliches Zeugnis neueren Datums beibringen.

Die Gültigkeitsdauer der Führerscheine der Klassen A, B und F, die zwischen dem 31. März 1958 und dem 1. Januar 1959 für eine Dauer von 10 Jahren ausgestellt oder erneuert wurden, wird um ein Jahr und, über dieses Jahr hinaus, bis zum nächsten Jahrestag der Geburt des Inhabers verlängert. Die Gültigkeitsdauer dieser Führerscheine kann unter Berücksichtigung der in Absatz 2 vorgesehenen Bedingungen verlängert werden.

Um das Ersetzen eines Führerscheines der Klasse C oder D oder eines Führerscheines « Fahrlehrer », « Fahrlehrer-Anwärtler », « Berufskraftfahrzeugführer » oder « Berufskraftfahrzeugführer-Anwärtler » zu erlangen, der vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Reglementes ausgestellt wurde, muss der Inhaber dem Verkehrsminister einen Antrag, ein Passbild und ein ärztliches Zeugnis neueren Datums vorlegen und die durch die diesbezügliche Reglementierung vorgesehene Spezialtaxe zahlen.

Bei dem vorhergehend erwähnten Ersetzen, wird den Interessenten, welche die in Artikel 2 des gegenwärtigen Reglementes festgesetzten Altersbedingungen erfüllen, ein Führerschein ausgestellt, der gültig ist für die auf dem alten Führerschein eingetragenen Klassen, die in Uebereinstimmung mit den Vorschriften des gegenwärtigen Reglementes geregelt sind. Der Inhaber eines Führerscheines der Klasse E in Verbindung mit der Klasse B erhält jedoch die Klasse E unter 1) und der Inhaber eines Führerscheines der Klasse E in Verbindung mit der Klasse C oder D erhält die Klasse E unter 1) und 2).

Desweiteren erhält der Inhaber eines Führerscheines der Klasse B, der vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Reglementes berechtigt war, ein Taxen- oder Mietwagenunternehmen zu führen, beim vorerwähnten Ersetzen einen Führerschein der Klasse B der zum Führen von Taxen und Mietwagen gültig ist, unter der Bedingung, dass seinem Antrag ein Passbild und ein ärztliches Zeugnis neueren Datums beigefügt sind und, dass er die durch die diesbezügliche Reglementierung vorgesehene Spezialtaxe zahlt.

Die vor dem Inkrafttreten des gegenwärtigen Reglementes ausgestellten Führerscheine der Klasse A unter 4) sind ebenfalls gültig zum Führen von Motorrädern mit einem höchstzulässigen Hubraum von 50 ccm unter der Bedingung jedoch, dass die Inhaber das Alter von 18 Jahren erreicht haben.

Die Bestimmungen für leichte Motorräder die vor dem 1. November 1966 gültig waren, bleiben bis zum 31. Dezember 1969 anwendbar, unter der Bedingung, dass diese Fahrzeuge vor dem Inkrafttreten des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 12. Oktober 1966 in Verkehr gesetzt waren.

Abweichend von den Vorschriften der Artikel 70, Absatz 1, 3° und 98, Absatz 1, genügt bis auf Widerruf ein einziger Versicherungsvertrag, der die Unfallrisiken eines Sattelaggregates oder eines Aggregates von gekuppelten Fahrzeugen deckt. Im Falle, wo nur ein einziger Vertrag besteht, genügt eine einzige Bescheinigung. Ab 1. Juli 1957 muss, selbst im Falle eines einzigen Vertrages, der versicherte Betrag wenigstens dem Total der in Artikel 98, Absatz 2, 4° für das Zugfahrzeug und die gezogenen Fahrzeuge vorgesehenen Minimalbeträge gleich sein. »

Art. 17. Unser Verkehrsminister, Unser Minister der Oeffentlichen Arbeiten, Unser Aussenminister, Unser Minister der Justiz, des Innern und der Oeffentlichen Macht und Unser Finanzminister sind, jeder

soweit es ihn betrifft, mit der Ausführung des gegenwärtigen Reglementes betraut, welches im Memorial veröffentlicht wird.

Palais de Luxembourg, den 14. März 1970

Jean

Der Verkehrsminister,

Marcel Mart

Der Minister der Oeffentlichen Arbeiten,

Jean-Pierre Buchler

Der Aussenminister,

Gaston Thorn

*Der Minister der Justiz, des Innern
und der Oeffentlichen Macht,*

Eugène Schaus

Der Finanzminister,

Pierre Werner
